

Politiques éducatives locales, inégalités, enjeux et tendances pour l'action

Jean-Marc BERTHET
Sociologue, Professeur Associé Université Paris-Saclay

Préambule : l'histoire d'Ernesto (« La pluie d'été » Duras)

- L'enfant qui ne veut plus aller à l'école : « je ne retournerai pas à l'école parce que à l'école, on m'apprend des choses que je ne sais pas. »
- Que peut faire une collectivité ?

Histoire des politiques éducatives locales

- Une école de la troisième République singulière : extra-territoriale, revancharde, là pour construire une nation et pour produire une morale sacrificielle
- Une école qui se construit contre son environnement extérieur: les parents, les élus locaux, les patois, les territoires, etc, ...avec en même temps le maintien des petites patries
- Une école universaliste : « nos ancêtres les gaulois » inculqué dans les colonies ! Fondée par Jules Ferry le plus grand des colonisateurs français
- Une école qui se construit pour l'apprentissage de langue française : faire nation
- Une école qui se vit comme un sanctuaire : enjeu de sacralisation
- Une école qui fonctionne longtemps sur le modèle du tri social avant l'arrivée du collège unique (Haby 1977)
- Un problème récurrent : une difficulté de l'école à accomplir sa mission d'égalisation des conditions

Histoire des politiques éducatives locales

- La montée du local dans les années 1970 : à St Fons on parle déjà d'espace local concerté et global
- Les lois de décentralisation
- L'arrivée des ZEP en 1981-1982
- La déconcentration de l'Education Nationale
- Le développement des dispositifs contractuels dans les années 1980 et 1990 (CATE, ARVEJ, AEPS, ...) plutôt dans deux directions : l'aménagement du temps de l'enfant et l'accompagnement à la scolarité
- Le moment 1998 : la naissance des projets éducatifs locaux par addition des CEL et CTL : une première tentative de mise en cohérence : CEL = contrat des contrats locaux
- Association para-municipale, Subvention, DSP, tout associatif, tout municipal, ou les deux : des modèles différents et des transformations pour l'éducation populaire
- La réussite éducative en 2005 : une inflexion vers l'individualisation corroborée par l'Education Nationale (montée des accompagnements en interne à l'école PPRE en septembre 2005, APC, accompagnements éducatifs en 2008)
- La réforme des rythmes (éducatifs et/ou scolaires ?) précédée de l'appel de Bobigny en 2010 : naissance des PEDT : inscription dans la loi des projets éducatifs locaux en 2013
- Arrêt de la réforme des rythmes 2017
- 2019 : les cités éducatives prolongées jusqu'en 2027

En 5 points

- Une politique centrée sur un territoire
- Une politique partenariale ou transversale
- Une politique participative par l'implication des habitants
- Une politique qui a amené la naissance de nouveaux métiers
- Une nouvelle manière de faire circuler l'argent (crédit spécifique versus droit commun et appels à projet)

En synthèse et en reprenant les travaux de Rochex et Frandji, on peut constater trois âges de l'éducation prioritaire :

- les Années 1980 : âge de la compensation : donner plus à ceux qui ont moins en visant des publics des territoires et des établissements et l'idée que l'Education Prioritaire est un laboratoire du changement social en éducation
- Les Années 90 : politique de lutte contre les exclusions et au nom de l'équité et de l'idée d'un socle commun de compétences c'est la loi Fillon en France en 2005
- Les années 2010 : où l'on est plus dans une optique individualiste avec la réussite éducative, les internats d'excellence, les cordées de la réussite, la montée du discours de l'égalité des chances

Avec Blanquer, on a assisté d'une certaine façon à un retour à une politique compensatoire avec le dédoublement CP CE1 dans l'éducation prioritaire. En 2020, la secrétaire d'Etat Elimas lance des contrats locaux d'accompagnement signés entre les établissements et les rectorats mais force est de constater que comme la politique de la ville, l'avenir de l'Education prioritaire reste incertain.

Différents points de synthèse de cette histoire :

Elle pose une difficulté : la place des parents et des enfants qu'il faut toujours garder en tête quels que soient les dispositifs existants sur le territoire

Elle hésite en permanence sur les tranches d'âges entre 3-11 ans, 0-16 ans ou encore 0-25 ans comme les cités éducatives...

Elle est au coeur d'une tension permanente entre politique de la ville et politiques des villes, entre logique universelle (CAF et ETAT) et logique plus territoriale ciblant certains quartiers (politique de la ville).

Elle est aussi au coeur de la montée des collectivités locales dans la dépense éducative (de 7% dans les années 80 à près de 25% aujourd'hui...avec des fluctuations suivant les années).

3 sujets qui sont autant de difficultés : cohérence, continuité, parcours

Les inégalités : de quoi parle-t-on ?

- Une fragmentation du sujet (social, genre, ethnicité, territorial, psychologique...)
- Des moyens inégalitaires (coût d'un enfant en primaire 7000 euros à l'année, 8 730 au collège, 11 140 au lycée, 10 440 euros à l'université, 15730 euros en CPGE)
- Les résultats problématiques : PISA

Des performances moyennes acceptables avec de fortes disparités (au dessus de l'OCDE en moyenne mais l'un des écarts les plus importants de l'OCDE en fonction des classes sociales)

Une école qui réussit très bien pour les élèves favorisés, moyennement pour les moyens, mal pour les plus défavorisés

- Notre préférence pour les inégalités ? (Dubet, Savidan)
- Des enfants qui vivent dans la même société mais pas dans les mêmes mondes sociaux (Lahire) : mixité dans quels espaces ?

Les inégalités : explications

- Un problème de formation et de reconnaissance des enseignants
- Un problème de bougisme permanent des politiques publiques (ex du lycée ou de PMQC)
- Un problème longtemps euphémisé : les ségrégations scolaires (ex des REP désertées par les familles et les enseignants)
- Une réalité longtemps ignorée : les enfants de pauvres
- Un problème de fatalisme ?
- Traduire à l'école : l'exemple de Julien Netter

Enjeux actuels : mixité

- 1 La mixité : un sujet sensible au collège

Monte à l'agenda avec Sarkozy (suppression de la carte scolaire) puis en 2016 avec Vallaud-Belkacem, (expérimentation) faiblement porté sous Blanquer, revient avec Ndiaye

- 2 Les IPS : comment s'en saisir ?
- 3 Les expériences (Paris, Toulouse, Lyon)
- 4 Les nouvelles mobilisations parentales (Montpellier, Lyon)

Enjeux actuels : les déplacements du temps à l'espace

- **1 Les temps de l'enfant sur une journée , une semaine, une année : comment s'organisent-ils ?**
- Les PEL ont souvent été bâtis à l'origine sur une double trilogie des temps (scolaire, périscolaire, extra-scolaire) ou des modes d'éducation (formel, non-formel, informel)
- Différents enjeux : continuité éducative, cohérence éducative, coordination des professionnels du territoire, citoyenneté, vivre ensemble, inclusion,
- **2 Les espaces de l'enfant**
- La culture de la chambre, l'enfant dans la rue et l'accès à l'espace public
- La ville à hauteur d'enfant : rue des enfants, etc ,...
- cour d'école non genrée, végétalisation, restauration bio, jusqu'à faire la classe dehors
- **3 Les lieux**
- Les locaux (construction de nouvelles écoles, réhabilitation et rénovation urbaine,...)
- L'accueil dans les locaux (numérique, les ent, lieux d'accueil parents, ouverture des écoles, dédoublement des classes, rénovation urbaine)
- Des écoles lieux de vie ?

Les tendances : individualisation et privatisation

- **1 L'individualisation**

- Les compétences psycho-sociales, l'éducation positive, la vulnérabilité
- le tutorat mentorat (ex loi Taquet)
- Le coaching scolaire
- Le débat accompagnement individuel/ accompagnement collectif

- **2 La privatisation de l'éducation**

- Une montée qui prend différentes formes (place des fondations (sur le décrochage scolaire par exemple), dans l'enseignement supérieur, dans la petite enfance, la restauration scolaire,
- La place des écoles privées et les écoles hors contrats
- La défiscalisation

Que va faire la puissance publique à l'avenir ? Comment appeler à la coopération en contrainte de marché et de concurrence exacerbées

Les pistes pour l'action

- « Grandir ensemble » faire collectif pour sortir de la compétition et de l'individualisation et apprendre à coopérer
- Le retour au jeu, à l'éducation populaire
- Systématiser les actions mixtes socialement
- Des espaces de travail et de réflexion collectifs : du temps pour la formation et la recherche-action
- Observer pour mettre en débat